

Nobles Fils du Ciel

CHRISTOPHE MINCKE

Les empereurs chinois se faisaient appeler les Fils du Ciel. En tant que représentants du Ciel sur Terre, ils exerçaient une autorité souveraine sur tout ce qui vivait sous sa voute. Bien entendu, on attendait d'eux qu'ils fassent la démonstration du lien qui les unissait au monde céleste, notamment en prédisant des événements astronomiques et en établissant un calendrier, lequel devait être le support de prédictions de l'avenir. Grande était la dépendance du régime vis-à-vis des astronomes et mathématiciens. Ceux-ci tentaient, vaille que vaille, d'établir des calendriers astronomiques. Il se raconte même que certains furent occis pour avoir livré des prévisions erronées. Imaginez qu'ils annoncent une éclipse pour qu'elle ne se réalise pas et que la Lune passe juste à côté du cône d'ombre de la Terre ; ou qu'apparaisse dans le ciel une comète non attendue... Quel crédit accorder à la prétention de l'empereur d'entretenir des relations privilégiées avec les Cieux ? Comment ne pas y voir une forme de désaveu et le présage de malheurs pour des hommes visiblement mal gouvernés ?

Il fallait pour l'empereur se doter des meilleurs scientifiques. C'était une question vitale. Voilà pourquoi, au XVII^e siècle, l'empereur de Chine appela des jésuites à intégrer son Bureau d'astronomie de la cour impériale. Détenteurs du meilleur de la science occidentale, ils étaient à même de prévoir les phénomènes astronomiques avec une précision inégalée et d'établir un calendrier particulièrement fiable. En cette période troublée pour le pouvoir chinois, cette consolidation du rapport de l'empereur avec le Ciel était particulièrement précieuse.

En fonction des prétentions sur lesquelles il entend assoir son autorité, un régime politique doit donc faire ses preuves. Si absolu que fut le pouvoir des empereurs chinois, il ne pouvait dispenser ceux-ci d'une forme d'épreuve visant à faire la démonstration de la solidité de ses fondements. Un système politique millénaire ayant vu se succéder de multiples dynasties d'origines diverses tout en se montrant capable de les

assimiler dans un même cadre de signification n'était pas moins qu'un autre soumis à cette exigence.

Nous ne vivons pas sous la férule d'un Fils du Ciel et, bien que certains principes dynastiques semblent bien implantés dans notre système politique, on peut difficilement considérer qu'il ait quoi que ce soit à voir avec celui de la Chine ancienne. Sauf, sans doute, cette constante, qui revient à faire dépendre la reconnaissance de sa légitimité d'une épreuve. On pense, bien entendu, aux élections, ces ordalies du système démocratique. Mais celles-ci ne décident que du renouvellement (ou pas) du personnel politique. Au-delà, le régime en tant que tel dépend également d'épreuves particulières.

C'est ainsi que nos États démocratiques occidentaux ont, au long du XX^e siècle, fondé une grande part de leur légitimité sur leur capacité à maîtriser l'économie et, plus largement, les circuits d'exploitation, de production et de distribution des ressources. Dans ce contexte discursif, nos pouvoirs constitués ne sont plus confrontés à des éclipses ou à des alignements célestes, mais à des crises économiques, lesquelles reviennent avec la régularité de comètes. Que nous les surmontions et ils pourront affirmer leur capacité à commander les éléments à coups de plans de relance et de mesures incitatives. Que nous sombrions et il y a fort à parier que le prétendu capitaine coule avec son navire.

Je ne pourrais jurer que l'État eut jamais le pouvoir de maîtriser l'économie. Peut-être les social-démocraties du XX^e siècle bénéficièrent-elles d'une heureuse conjonction d'événements indépendants de leurs interventions, mais permettant de croire à leur puissance ? Plus vraisemblablement poussèrent-elles à la charrue, l'aidant à progresser davantage dans un contexte déjà favorable. Mouche du coche ou réel moteur économique, le but n'est pas ici de trancher. Mais on ne peut s'empêcher de penser que, si l'État eut des outils pour peser sur l'économie, il s'en départit avec une régularité consciencieuse à partir du début des années 1980. Et le voilà aujourd'hui presque entièrement dépourvu de tout levier. Pourtant, dans la population, vit toujours l'idée que nos régimes se justifient largement par leur capacité à rendre le bien-être possible. Crise, chômage endémique, inégalités croissantes et précarités en tous genres sont à cet égard de cinquante démentis de leur bienfondé. La crise actuelle et, surtout, sa gestion absurde par une austérité mortifère n'augurent dès lors rien de bon.

De toute évidence, notre personnel politique est incapable de se départir des mots d'ordres qu'il a érigés en dogmes : lutte contre l'inflation, équilibre budgétaire, réduction des dépenses publiques, privatisation, dérégulation, promotion de la compétitivité, etc. C'est à se demander s'il a conscience de ce qu'il risque de devoir faire face à un défi bien plus grave que celui d'un « simple » tournant idéologique, à savoir la totale délégitimation du régime politique qu'il sert.

Certes, un repli sur les fonctions régaliennes a été tenté, à l'image de la focalisation sur la sécurité à mesure que l'économie échappait au pouvoir étatique. Mais c'est, je pense, s'illusionner gravement que de croire que le citoyen se contentera de la paix publique alors qu'on lui promet longtemps un bien-être parfait et des sécurités (sociale, physique, économique, etc.) totales.

Par ailleurs, des voix s'élèvent pour proposer de nouveaux modes de légitimation du pouvoir, reposant, par exemple, sur le tirage au sort, plutôt que l'élection¹. Il n'empêche que demeure entière la question de savoir ce que prétend nous permettre de faire notre régime politique et, donc, celle de notre capacité à agir sur le monde qui nous entoure.

Sans doute notre régime est-il à la croisée des chemins : doit-il renoncer à ses ambitions anciennes au risque de chuter ou réaffirmer celles-ci pour se maintenir ? Dans la seconde hypothèse, on peut se demander si le personnel politique et les experts dont il aime s'entourer suffiront à la tâche. Et, si non, quels jésuites nos roitelets pourront-ils appeler à leur cour pour les aider à reprendre les rênes de la situation ? Les astronomes impériaux avaient pour tâche de fournir des modèles scientifiques d'analyse et de prévision de la marche du monde, support, ensuite, de prévisions pour le futur. Ne pourrait-on rêver que nos représentants délaissent un peu la politique du signe pour prendre au sérieux l'ambition d'une société de la connaissance, dont la direction se fonderait sur le meilleur état des savoirs ? Ne pourrait-on rêver qu'ils cessent de légiférer à tout va pour, l'instant d'une pause, aider à la construction d'une représentation du monde susceptible de fonder de nouveaux projets ? Ne pourrait-on rêver qu'ils soient autre chose que des personnes médiatiques et qu'ils fassent preuve de compétences particulières dans les domaines qu'ils régissent ? Ne pourrait-on rêver que, ce faisant, ils se départissent de l'idée que les scientifiques doivent être des porteurs de bonnes nouvelles ou des édificateurs de la Vérité ?

Ne pourrait-on rêver qu'ils considèrent que les citoyens, eux aussi, détiennent une part de la connaissance de la société et que, par exemple, lorsque se pose la question de la précarité, les précaires eux-mêmes ont des choses à dire sur les difficultés qu'ils vivent et la manière dont il serait judicieux de les aider ? ■

¹ Comme le propose David Van Reybrouck dans son *Contre les élections*.